Conto corrente con la posta

Anno 80° — Numero 300

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Roma - Giovedì, 28 dicembre 1939 - Anno XVIII

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

AVVISO IMPORTANTE

Ad evitare interruzioni nell'invio del periodico e poichè, in seguito, non sarebbe possibile spedire ai ritardatari tutti i fascicoli arretrati, si pregano i Sigg. Abbonati di voler rinnovare al più presto l'abbonamento alla *"Gazzetta Ufficiale„* versando il corrispondente importo nel conto corrente postale 1-2640, ovvero di rivolgersi alle Agenzie dirette di vendita della Libreria dello Stato: Roma (Palazzo Ministero Finanze e Corso Umberto I, 234), Milano (Galleria Vittorio Emanuele, 3) e Napoli (Via Chiaia, 5).

SOMMARIO

(5537)

MINISTERO DELL'AFRICA ITALIANA

Ricompense al valor militare

R. decreto 9 novembre 1939-XVIII, *registrato alla Corte dei conti addì 27 novembre* 1939-XVIII, *registro* 10 *Africa Italiana, foglio* 110.

Sono concesse le seguenti ricompense al valor militare per operazioni guerresche in Colonia:

MEDAGLIA DI BRONZO

De Muro Beniamino di Cristoforo e di De Murtas Lambertina, nato a Villagrande (Nuorò) il 17 luglio 1894, maresciallo capo del XV battaglione coloniale. — Ottenuto, dietro sua spontanea ed insistente richiesta, il comando di una grossa pattuglia fiancheggiante una colonna in marcia, attraverso terreno fortemente insidiato da grosse formazioni ribelli, con la sua attività, il suo slancio, la sua audacia, ed il suo grande valore personale, adempì in modo efficacissimo al proprio compito per una intera giornata, impegnandosi in numerosi scontri coi ribelli soverchianti di forze. In uno di tali episodi, attaccato da un grosso nucleo di ribelli, si lanciava, incurante del pericolo, in un violento corpo a corpo, riuscendo, dopo accanita lotta, ad abbattere diversi nemici ed a volgere in fuga i superstiti, sgominati da tanto ardimento, catturando armi e munizioni. — Gerdes Abid, 17 febbraio 1924-II.

(5376)

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 5 ottobre 1939-XVII, n. 1899.

Approvazione della Convenzione culturale stipulata in Sofia, fra l'Italia e la Bulgaria, il 5 giugno 1939.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri Segretari di Stato per l'educazione nazionale e per la cultura popolare;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione culturale stipulata in Sofia, fra l'Italia e la Bulgaria, il 5 giugno 1939.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore nei modi e nei termini stabiliti nella 5ª parte della Convenzione medesima.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 5 ottobre 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — BOTTAI — ALFIERI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 *dicembre* 1939-XVIII
Atti del Governo, registro 416, *foglio* 27. — MANCINI

Convention culturelle entre l'Italie et la Bulgarie

Sa Majesté le Roi d'Italie et d'Albanie, Empereur d'Ethiopie, et *Sa Majesté le Roi des Bulgares*, vu les liens d'amitié et de culture existants entre le Peuple Bulgare et le Peuple Italien,

convaincus de l'utilité de donner un plus grand essor aux rapports scientifiques, littéraires et artistiques entre l'Italie et la Bulgarie, et dans le but d'assurer une plus large expansion à la culture bulgare en Italie et à la culture italienne en Bulgarie,

ont décidé de conclure une Convention culturelle entre l'Italie et la Bulgarie et, à cette fin, ont nommé en qualité de Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie et d'Albanie, Empereur d'Ethiopie:

S. E. nob. Giuseppe Talamo Atenolfi Marchese di Castelnuovo, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

S. E. Monsieur Georges Kiosséivanov, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

PREMIÈRE PARTIE.

Art. I.

Les écoles italiennes existantes actuellement en Bulgarie continueront à fonctionner selon les conditions fixées par la présente Convention.

L'ouverture de nouvelles écoles italiennes est subordonnée à l'autorisation du Gouvernement Bulgare, aux termes des lois générales bulgares sur l'inseignement, sur la demande de la Légation d'Italie en Bulgarie.

Art. II.

Les élèves ayant terminé leurs études dans une école italienne en Bulgarie, qui leur donne les droits accordés en Italie aux certificats d'études y relatifs, jouissent également des droits accordés aux élèves des écoles publiques bulgares, après avoir satisfait aux examens nécessaires.

Les examens seront passés dans l'école même devant une commission nommée, sur proposition d la Légation d'Italie en ce qui concerne les membres Italiens de ladite commission, par le Ministère Bulgare de l'Instruction Publique, et en présence d'un délegué dudit Ministère et d'un délégué de ladite Légation.

Les certificats de fin d'études sont délivrés en langue bulgare et italienne et portent les signatures du directeur de l'école, des membres de la commission et des délégués du Ministère Bulgare de l'Instruction Publique et de la Légation d'Italie à Sofia.

Le délégué du Ministère Bulgare de l'Instruction Publique, conformément aux lois et aux règlements bulgares, et en tant qu'il est responsable de la conformité des examens aux dispositions de la législation scolaire bulgare, sera de droit président de la commission d'examen.

Art. III.

L'enseignement et l'instruction dans les écoles italiennes, qui suivront les systèmes des écoles publiques en Italie, devront tenir compte des lois établies en Bulgarie, en particulier pour ce qui concerne l'enseignement des matières bulgares, dont il est question à l'article suivant.

Art. IV.

L'enseignement peut être donné en bulgare ou dans une autre langue.

La langue bulgare, l'histoire et la géographie bulgares, sont obligatoires pour tous les élèves qui fréquentent les dites écoles, et les heures attribuées à l'enseignement desdites matières seront de nombre égal à celui qui leur est attribué dans les écoles publiques bulgares. L'enseignement de ces matières sera donné en langue bulgare.

Il sera fait toutefois une exception pour les élèves, enfants de fonctionnaires, ou de ressortissants Italiens, établis temporairement en Bulgarie en raison de leurs occupations, qui pourront choisir d'étudier au lieu de la langue bulgare, une autre langue étrangère moderne, mais auxquels sera donné en langue italienne l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie bulgare.

Il demeure toutefois entendu que les certificats d'études et de fin d'études qui seront délivrés aux élèves se trouvant dans les conditions dont il est question à l'alinéa précédent, n'auront de validité que pour l'Italie.

L'enseignement réligieux pour ce qui concerne les élèves Bulgares de réligion ortodoxe ou catholique, sera donné par des professeurs bulgares du même culte.

Art. V.

Les livres et manuels italiens ou étrangers en usage dans les écoles italiennes en Bulgarie, étant soumis à l'approbation du Ministère de l'Instruction Publique, seront présentés à ce dernier par une communication de la Légation d'Italie, qui en devra certifier, s'il y a lieu, l'approbation précédemment donnée en Italie à l'usage des écoles publiques italiennes; il est entendu que l'approbation donnée pour lesdites publications restera valable pour la période de temps prévue par les lois scolaires bulgares. A cet effet, un exemplaire de chacune desdites publications sera retenu par le Ministère Bulgare de l'Instruction Publique.

Art. VI.

Les nominations des directeurs et des professeurs étrangers des écoles italiennes seront soumises à l'approbation du Ministère Bulgare de l'Instruction Publique par une communication de la Légation d'Italie certifiant, sous sa responsabilité, les titres à l'enseignement et la moralité desdites personnes.

Si les documents et les titres cités à l'alinéa précédant ne sont pas presentés en même temps que la communication susdite, il devront suivre dans un délai maximum de quatre mois à partir de la date de cette communication.

La nomination des professeurs bulgares auprès des écoles italiennes sera également soumise à l'approbation du Ministère Bulgare de l'Instruction Publique, sur demande qui lui sera adressée par le Directeur de l'ecole.

Art. VII.

Les Directeurs des écoles italiennes procèdent à l'engagement et au remplacement des professeurs sous les conditions énoncées à l'article précédent.

Les professeurs bulgares jouiront, sous l'expresse condition qu'ils seront pourvus des titres prévus par les lois scolaires et en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions didactiques et disciplinaires, de tous les droits propres aux professeurs titulaires des écoles publiques bulgares du dégré d'enseignement correspondant à leurs fonctions dans les écoles italiennes et ne pourront avoir, pendant la durée de leurs fonctions, de traitement inférieur aux traitements respectifs des professeurs des écoles publiques bulgares.

Art. VIII.

Les écoles italiennes en Bulgarie demeurent dispensées de l'imposition foncière sur les propriétés baties et bénéficient des exemptions fiscales qui sont prévues pour les écoles privées en Bulgarie. Les impôts qui ont été déjà perçues ne seront pas remboursés.

Les achats et ventes de terreins ou de bâtiments destinés à servir de siège auxdites écoles sont exemptés de tous impôts, impositions, redevences, droits, taxes, droit de timbre, etc. en vertu de quelque loi que ce soit.

Art. IX.

Les taxes et tout autre droit dû au fisc bulgare par les écoles italiennes en Bulgarie et par le personnel étranger dépendant, en tant que tel, de ces dernières, resteront établis sur la base de la clause de la Nation la plus favorisée, notamment:

a) la taxe de fonctionnement;

b) la taxe d'admission à l'enseignement, dont les professeurs étrangers sont redevables au moment de leur entrée en fonction;

c) la taxe d'examen sur les livres et manuels scolaires.

Art. X.

Les livres, les manuels, les revues, les produits chimiques, les appareils de physique et de radiophonie, de gymnastique et de sport, les instruments de musique, les meubles et en général tout le matériel scolaire indispensable à l'enseignement et à l'usage dans les écoles italiennes en Bulgarie et qui par leur nature ne peuvent qu'être importés de l'étranger, bénéficient de la franchise de douane après avoir subi le contrôle douanier d'usage.

DEUXIÈME PARTIE

Art. I.

Vu les normes qui instituent l'enseignement de la langue italienne dans les gymnases et progymnases bulgares, il reste établi ce qui suit:

a) l'étude de la langue italienne est obligatoire au même titre que celle des autres langues étrangères admises par les lois bulgares et cette langue pourra être choisie comme matière d'examen pour l'obtention du certificat de maturité;

b) le Gouvernement Bulgare, partant, développera graduellement l'étude de l'italien comme langue obligatoire dans les écoles publiques bulgares, sur le même pied d'égalité que l'étude des autres langues étrangères obligatoires, en tenant compte des dispositions des lois scolaires bulgares y relatives;

c) une Commission technique qui sera composée de trois délégués nommés par le Ministère Bulgare de l'Instruction Publique et de trois délégués nommés par la Légation d'Italie à Sofia, sera convoquée, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, chaque fois qu'il sera jugé nécessaire pour établir les normes exécutives à appliquer conformément aux dispositions énoncées à la lettre *b*) du présent article.

Les décisions prises par cette Commission entrent en vigueur après l'approbation du Ministre de l'Instruction Publique de Bulgarie.

Art. II.

Les mêmes dispositions énoncées à l'article précédent seront appliquées autant que possible, à l'étude de la langue italienne dans les gymnases commerciaux bulgares.

Art. III.

Les élèves sortant des gymnases bulgares, qui auront suivi des cours réguliers d'étude de langue italienne à titre obligatoire, seront admis, après avoir obtenu le certificat de maturité, à prendre part, aux mêmes conditions que les élèves des gymnases italiens en Bulgarie, pourvu du même titre, aux concours pour des bourses d'études supérieures en Italie que le Gouvernement Italien accorderait chaque année aux étudiants Bulgares.

Dispositions transitoires

Les personnes qui enseignent la langue italienne dans les gymnases et progymnases bulgares doivent posseder les titres réquis par les lois bulgares concernant le personnel enseignant régulier dans lesdites écoles.

Toutefois, à titre provisoire, le Gouvernement Bulgare admettra également à l'enseignement de ladite langue des lecteurs Bulgares conformément aux dispositions réglementant la matière.

TROISIÈME PARTIE

Art. I.

Le Gouvernement Bulgare conservera auprès de l'Université de Sofia l'enseignement de littérature italienne et la chaire de lecteur de langue italienne actuellement existant.

Art. II.

Le Gouvernement Italien conservera l'enseignement de littérature et de langue bulgares existants auprès de l'Université de Rome.

Il s'engage également à instituer, à la demande du Gouvernement Bulgare, auprès de la même Université, une chaire de lecteur de langue bulgare, confiée à un professeur bulgare.

Art. III.

Dans le but de faciliter l'exécution des dispositions des articles précédents, il reste établi que le Gouvernement Italien aura à sa charge l'enseignement et la chaire visés par l'article I[er] et par l'article II[ème], alinéa premier, de la présente partie, et que le Gouvernement Bulgare aura à sa charge la chaire de lecteur prévue à l'article II[ème] precité, alinéa 2.

Art. IV.

La nomination des professeurs chargés de l'enseignement et de la chaire visés par les articles I[er] et II[ème], alinéa premier, de la présente partie, sera soumise au Ministère Bulgare de l'Instruction Publique par une communication de la Légation d'Italie à Sofia qui l'accompagnera des documents requis.

Des dispositions analogues seront appliquées, pour ce qui concerne la chaire de lecteur de langue bulgare auprès de l'Université de Rome.

Art. V.

Le deux Gouvernements examineront dans l'esprit le plus favorable la possibilité d'organiser, dans le courant de chaque année scolaire des échanges de professeurs universitaires de toute catégorie, de façon à activer la collaboration entre les Universités respectives.

Art. VI.

Le Gouvernement Bulgare envisagera favorablement avec le Conseil Académique de l'Université de Sofia la possibilité de développer graduellement, dans le cadre de la section de philologie romane de la Faculté des Lettres de la dite Université, l'étude de la langue et de la littérature italiennes, en ce qui concerne le plan d'études et les programmes d'examens, y compris les épreuves écrites, de façon à faire de cette étude une matière à part avec tous les examens prévus, au même titre que la philologie allemande et anglaise.

Art. VII.

Le Gouvernement Bulgare et le Gouvernement Italien se donneront en temps utile communication des noms des étudiants proposés pour des bourses d'étude dans les Universités respectives.

Il s'engagent, en outre, à accorder réciproquement aux étudiants bulgares en Italie et aux étudiants italiens en Bulgarie toute facilité possible d'ordre académique, technique et financier.

A cet effet, ils considéreront aussi, dans l'esprit le plus bienveillant, les titres et certificats délivrés par les Universités respectives, en ce qui concerne leur validité dans chacun des deux Pays, aux effets prévus par les lois respectives.

Les dispositions énoncées seront appliquées en particulier aux licenciés des Universités respectives qui voudront suivre en Italie ou en Bulgarie des cours supérieurs de perfectionnement ou de spécialisation.

QUATRIÈME PARTIE

Art. I.

L'Institut de Culture Italienne en Bulgarie, fondé à Sofia dépuis l'année 1935, sera maintenu sous les conditions suivantes:

a) Le Gouvernement Bulgare accordera audit Institut les mêmes exemptions fiscales et autres prévues par les articles 8 et 10 de la première partie de la présente Convention.

b) Le Gouvernement Italien s'engage à accorder, à titre de réciprocité, les mêmes exemptions aux cas où de la part de la Bulgarie il serait décidé d'établir en Italie une Institution similaire, ou toute autre Institution bulgare, dans des buts culturels, scientifiques ou artistiques, dont le Gouvernement Bulgare ferait demande au Gouvernement Italien.

Art. II.

Le Gouvernement Bulgare, dans l'intérêt du rapprochement culturel entre les deux Pays, autorise, sous les conditions prévues par les lois bulgares, le fonctionnement du Groupement, constitué à cet effet, des sociétaires du dit Institut de Culture.

Le Gouvernement Italien s'engage à autoriser, dans les mêmes conditions, en Italie, les Groupements ou les Associations culturelles Italo-Bulgares, qui, sur la demande du Gouvernement Bulgare, pourraient y être constitués.

Art. III.

Le deux Gouvernements s'engagent à examiner favorablement et à favoriser l'etablissement des moyens d'échanges culturels suivants, à l'égard desquels des accords particuliers seront passés entre les ressorts compétents ou les organes intéressés des deux Pays:

a) Emission radiophonique, incluse dans les programmes ordinaires ou extraordinaires des stations de radio bulgares et italiennes de premier ordre, concernant des nouvelles et informations, ainsi que des communications d'ordre culturel, scientifique, artistique et touristique, et des cours de langue et de littérature dans les deux Pays réciproquement.

b) Représentations théâtrales et auditions musicales, individuelles et d'ensemble, dans les deux Pays réciproquement.

c) Représentations réciproques de films artistiques, documentaires et d'actualité bulgares et italiens, et dont l'importation sera reglée suivant les accords en vigueur entre les deux Pays.

d) Expositions artistiques et culturelles bulgares en Italie et italiennes en Bulgarie et échange de publications, livres, journaux et revues, entre les principales Institutions culturelles et Bibliotèques publiques des deux Pays.

e) Excursions et voyages touristiques et culturels, ainsi que séjours temporaires dans les deux Pays d'élèves et d'étudiants et la fréquentation de ces derniers des cours universitaires ou de perfectionnement qui seraient institués dans l'un ou dans l'autre des deux Pays pour les étudiants étrangers.

f) Rapports entre la presse des deux Pays, dans le but d'y faire mieux connaître les informations et les opinions affectant la vie publique et culturelle des deux Nations, y compris des contacts directs et des réunions périodiques entre les représentants de la presse bulgare et italienne.

CINQUIÈME PARTIE

De la Commission mixte culturelle Bulgaro-Italienne.

Art. I.

Pour l'étude des questions visées par la présente Convention, ainsi que pour l'examen de toutes questions ayant égard à l'application des dispositions contenues dans la IIIème et la IVème partie, en particulier, il est institué une Commission mixte culturelle Bulgaro-Italienne qui soumettra annuellement aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes les projets, voeux et propositions y relatifs.

Art. II.

La dite Commission mixte sera composée ainsi qu'il suit:

a) Le Ministère des Affaires Etrangères Bulgare, le Ministère des Affaires Etrangères Italien, la Direction de la Presse du Ministère des Affaires Etrangères Bulgare, la Direction Générale de la Presse Etrangère du Ministère de la Culture Populaire Italienne, le Ministère de l'Instruction Publique Bulgare, le Ministère de l'Education Nationale Italien, la Direction Générale de la Cinématographie du Ministère de la Culture Populaire Italien, la Commission de Cinématographie auprès du Ministère de l'Instruction Publique Bulgare nomméront chacun un délégué qui sera choisi parmi les hauts fonctionnaires des Administrations respectives.

b) La Commission mixte ainsi formée se réunira au moins une fois par an, alternativement à Rome et à Sofia.

La présidence de la Commission culturelle Bulgaro-Italienne sera confiée, chaque fois, alternativement à un délégué Italien ou Bulgare.

Art. III.

La Commission mixte culturelle Bulgaro-Italienne fonctionnera d'une façon permanente au moyen de deux comités dont l'un siégéra à Sofia et l'autre à Rome.

Chaque comité sera composé des délégués des Administrations respectives de chacun des deux Gouvernements indiquées par l'article précédent, lettre *a*), auxquels sera adjoint un fonctionnaire de la Légation de l'autre Haute Partie contractante, qui représentera le comité siégeant dans le territoire de cette Partie.

Les fonctionnaires des deux Ministères des Affaires Etrangères cités, auront de droit la présidence de chacun des comités respectifs, à savoir: le représentant du Ministère des Affaires Etrangères Bulgare aura de droit la présidence du comité siégeant à Sofia et, viceversa, le représentant du Ministère des Affaires Etrangères Italien aura de droit la présidence du Comité siégeant à Rome.

Dispositions générales.

Toute contestation au sujet de l'application ou de l'interprétation des clauses de la présente Convention sera examinée et resolue par voie diplomatique.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu dans le plus court délai possible à Rome.

La présente Convention sera mise en vigueur le jour de l'échange des ratifications et aura une durée de trois ans. Elle s'entendra renouvelée par tacite réconduction de deux ans en deux ans, si elle n'est pas dénoncée six mois avant la fin de la première période de trois ans et trois mois avant la fin des périodes successives de deux ans.

En foi de quoi les Délégués ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 5 juin 1939.

TALAMO KIOSSÉIVANOV

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

DECRETO DEL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO, 24 ottobre 1939-XVII, n. 1900.

Accordo economico collettivo per la disciplina dei rapporti fra imprese di assicurazione ed agenti di assicurazione.

IL DUCE DEL FASCISMO
CAPO DEL GOVERNO

Visto l'accordo economico collettivo per la disciplina dei rapporti fra imprese di assicurazione ed agenti di assicurazione stipulato, ai sensi dell'art. 12 della legge 20 marzo 1930-XIII, n. 206, in data 5 luglio 1939-XVII, tra la Federazione nazionale fascista delle imprese assicuratrici e la Federazione nazionale fascista degli agenti di assicurazione e di credito;

Visto il parere espresso dalla Corporazione della previdenza e del credito in data 13 luglio 1939-XVII;

Vista l'approvazione data dal Comitato corporativo centrale, nella seduta del 17 ottobre 1939-XVII;

Visto l'art. 11 della legge 5 febbraio 1934-XII;

Decreta:

Articolo unico.

È disposta la pubblicazione dell'Accordo economico collettivo per la disciplina dei rapporti fra imprese di assicurazione ed agenti di assicurazioni.

Il testo dell'accordo, con il visto del Segretario generale del Consiglio nazionale delle corporazioni, è allegato al presente decreto, che sarà inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno.

Roma, addì 24 ottobre 1939-XVII.

MUSSOLINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

Testo dell'Accordo

L'anno 1939-XVII, il giorno 5 luglio, in Roma:

con l'intervento della Confederazione fascista delle aziende del credito e della assicurazione, in persona del suo presidente avv. Michele Pascolato;

la Federazione nazionale fascista delle imprese assicuratrici, rappresentata dal commissario ministeriale avv. Aldo Paolini, assistito dai signori dott. Cosimo Arcidiacono, Vittorio Brovedani, avv. Enrico Marchesano, dott. Riccardo Ottaviani, Carlo Ruffini; e

la Federazione nazionale fascista degli agenti di assicurazione e di credito, rappresentata dall'avvocato Giacomo Martignone per delega del commissario ministeriale grande uff. Alberto Perrone, assistito dai signori Pietro Belli, ingegnere Giuseppe Cesa-Bianchi, avv. Cesare Gabardini, Francesco Melli, Gastone Oddo, G. B. Parodi, dott. Fabio Pica Alfieri,

hanno stipulato il seguente Accordo economico collettivo:

Art. 1.

Sfera di applicazione dell'Accordo.

Il presente Accordo regola rapporti tra imprese assicuratrici ed agenti di assicurazione in gestione libera.

Il presente Accordo non riguarda gli agenti che gestiscono l'agenzia in economia per conto dell'impresa, gli agenti in sottordine dipendenti da una gestione in economia, gli agenti che non hanno mandato scritto e diretto da parte della direzione o della rappresentanza legale dell'impresa, nè i sub-agenti.

Art. 2.

Agente in gestione libera.

E' agente di assicurazione in gestione libera colui al quale viene conferito, direttamente e per iscritto, dalla direzione o dalla rappresentanza legale dell'impresa il mandato di provvedere a proprio rischio e spese, con compenso in tutto o in parte a provvigione, alla gestione ed allo sviluppo degli affari di una agenzia di assicurazione, territorialmente definita, e che svolge i suoi rapporti direttamente con la direzione dell'impresa.

Art. 3.

Conferimento del mandato.

Il mandato può essere affidato anche a più agenti i quali possono essere riuniti in società di fatto, nel qual caso si ha il contratto di coagenzia e il mandato si intende sempre conferito solidalmente, con facoltà per i coagenti di operare uno in mancanza dell'altro.

Il mandato può essere affidato ad una società commerciale regolarmente costituita, nel qual caso dovranno essere indicate preventivamente da parte della società stessa la persona o le persone fisiche alle quali, in rappresentanza della società, deve essere conferito dall'impresa il mandato, a tutti gli effetti previsti dal presente accordo.

Salvo differenti accordi, quando l'impresa dichiari di non accettare la proposta di sostituzione totale o parziale delle persone fisiche originariamente designate o l'aggiunta di altre persone fisiche nuove a quelle già in carica, il mandato si intenderà risolto *ipso jure* con le stesse conseguenze previste dal presente accordo per il caso di dimissioni.

Le imprese facenti parte dello stesso gruppo finanziario potranno considerare i mandati rilasciati ad uno stesso agente come un unico mandato a tutti gli effetti del presente accordo.

Art. 4.

Oggetto del mandato.

Il mandato ha per oggetto la produzione di affari di assicurazione per conto e nome dell'impresa, nonchè la sorveglianza, la conservazione, lo sviluppo e l'amministrazione del portafoglio dell'agenzia, e può anche comprendere la autorizzazione a concludere contratti di assicurazione a nome e per conto dell'impresa.

Le condizioni di mandato sono stabilite nell'atto di nomina dell'agente o nel capitolato o nella convenzione di agenzia.

Art. 5.

Cauzione.

A garanzia dell'esatto adempimento di ogni obbligazione assunta, l'agente è tenuto a prestare cauzione nella misura e con le modalità concordate fra le parti.

La cauzione è sempre fruttifera, a favore dell'agente, degli interessi al tasso legale commerciale, a meno che essa non sia costituita in titoli i cui interessi naturalmente sono di spettanza dell'agente.

Alla cessazione per qualsiasi motivo del mandato, la cauzione deve essere restituita all'agente o ai suoi aventi causa non oltre il termine di un anno dalla cessazione del mandato, previo il versamento dell'eventuale saldo risultante e la restituzione dei documenti, atti e materiale di pertinenza dell'impresa.

Tuttavia, se trascorso un anno dalla cessazione del mandato, i conti di chiusura della gestione non siano ancora liquidati di comune accordo fra le parti, oppure sia in corso un'azione di risarcimento di danni od altra azione giudiziale, lo svincolo non potrà aver luogo che a conti definiti od a causa espletata.

Art. 6.

Procuratore dell'agente.

L'agente può procedere alla nomina di uno o più procuratori, purchè graditi alla direzione dell'impresa, e risponde in proprio del loro operato.

Art. 7.

Diritto di esclusiva.

Come norma fondamentale di capitolato — e salvá la possibilità di patto in contrario solo per singole concrete situazioni in cui si raggiunga in proposito esplicito accordo tra le parti — il mandato è conferito all'agente con diritto di esclusiva per tutta la zona assegnata all'agenzia, nel senso che l'impresa non può nella stessa zona e per gli stessi rami conferire mandato indipendente ad altro agente, a meno che non si tratti di agente di impresa appartenente allo stesso gruppo finanziario e limitatamente ai rami da quest'ultima non esercitati.

Così pure l'impresa non può valersi di produttori per raccogliere affari nel territorio agenziale con la estromissione integrale dell'agente dalle provvigioni relative; in tal caso per il primo anno quest'ultimo avrà diritto ad una interessenza non inferiore a 1/10 delle provvigioni; per gli anni successivi gli affari stessi faranno parte del portafoglio dell'agenzia, a tutti gli effetti.

Parimenti l'agente non può costituire un'organizzazione di lavoro fuori della zona a lui assegnata, pur avendo la facoltà di concludere affari sporadici fuori della propria zona, per effetto di relazioni personali, affari che resteranno pure assegnati al suo portafoglio.

Il ramo trasporti è escluso dal principio di esclusiva di cui sopra.

Le eventuali organizzazioni agenziali attualmente esistenti in contrasto col principio di esclusiva sopra esposto sono riconosciute fino a cessazione dei mandati in corso.

Art. 8.

Competenza degli affari.

La provvigione è di competenza dell'agente che ha prodotto l'affare.

Quando l'impresa conclude direttamente affari, esclusi quelli trasporti, assegnerà le relative polizze a quell'agenzia che sarà specificamente indicata dalle ditte assicurate, in mancanza di tale indicazione, l'impresa le assegnerà a suo criterio a quell'agenzia nella cui zona si trovino i rischi o la sede delle ditte assicurate, e riconoscerà all'agenzia la sola provvigione d'incasso sotto deduzione degli eventuali gravami.

Gli affari aventi speciali caratteristiche per raggruppamento di rischi esistenti anche in più territori, e che non possano per speciali ragioni essere regolati come sopra previsto, saranno deferiti — in quanto sia necessario per il raggiungimento di un accordo — alle rispettive Federazioni per la disciplina delle assegnazioni di competenza.

Art. 9.

Diminuzione d'incasso per cessazione di esercizio o cessione di portafoglio, nonchè per riduzione del territorio di agenzia.

Nel caso in cui l'impresa cessi dall'esercizio di un ramo o di più rami di assicurazione, o effettui la cessione ad altre imprese di tutto o di parte del portafoglio amministrato dalla agenzia e sempre quando l'avvenimento interessi oltre 1/3 dell'incasso dell'agenzia, è in facoltà dell'agente di risolvere il contratto con preavviso di un mese dandone comunicazione scritta all'impresa a mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno e ciò entro un mese dalla data ufficiale dell'avvenimento.

In tale ipotesi all'agente competono tutti gli indennizzi come se revocato.

Qualora invece l'avvenimento interessi meno di 1/3 dell'incasso dell'agenzia, il portafoglio perduto sarà considerato a favore dell'agente nel calcolo dell'indennizzo a lui spettante alla cessazione del mandato, come previsto dall'art. 26.

Art. 10.

Regolamento degli storni.

In tutti i casi di annullamento anticipato di una polizza l'agente è tenuto a rifondere la provvigione d'acquisto per la parte del contratto di assicurazione rimasta ineseguita.

Tale obbligo sussiste anche quando la provvigione d'acquisto non sia stata percepita dall'agente, intendendosi pattuito che questi nell'assumere il mandato, come gode i vantaggi, così deve sottostare agli oneri del portafoglio.

Quando però l'impresa esiga lo storno di polizze in seguito a sinistro senza facoltà di ripresa, è abbuonata all'agente l'intera provvigione passiva di cui all'alinea precedente.

Inoltre non vi è obbligo di restituire la provvigione nei seguenti casi:

a) sulle polizze infortuni in caso di morte dell'assicurato;

b) sulle polizze stornate per determinazione potestativa dell'impresa, purchè lo storno non avvenga:

1° per errate o manchevoli indicazioni atte a falsare la natura del rischio;

2° per insolvenza dell'assicurato;

3° per mancata ripresa da parte dell'agente in seguito a sinistro; qualora però sulla polizza annullata in seguito a sinistro siano state pagate almeno tre annualità di premio, l'importo dello storno sarà ridotto alla metà;

c) sulle polizze infortuni annullate *ope legis;*

d) sulle polizze annullate in seguito a fallimento, quando la dichiarazione di fallimento avvenga dopo che siano state pagate almeno due annualità di premio;

e) sulle polizze annullate per le quali sia stata incassata la penale di storno prevista nelle condizioni di polizza;

f) sulle polizze annullate in seguito a distruzione di immobili e loro contenuto, dovuta ad avvenimento avente carattere di pubblica calamità non coperto d'assicurazione, nonchè sulle polizze annullate in seguito a demolizione di stabili per esecuzioni di piani regolatori di città.

Qualora una polizza sia trasferita ad altra agenzia non si farà luogo per questo fatto a restituzione della provvigione di acquisto da parte dell'agenzia che acquisti l'affare.

Se detta polizza dopo il trasferimento sia annullata, l'impresa regolerà lo storno della provvigione nei confronti dell'agente a cui la polizza stessa risulta assegnata all'atto dell'annullamento, purchè l'agente abbia incassato almeno una rata di premio, oppure abbia sostituito la polizza con altra; diversamente lo storno graverà a carico dell'agente dalla cui agenzia proviene la polizza trasferita.

Gli storni di provvigione dovranno essere comunicati entro un anno dalla cessazione del mandato all'agente interessato o ai suoi eredi, i quali avranno facoltà di esaminare presso l'impresa la documentazione relativa.

Art. 11.

Provvigione su premi incassati dalla direzione direttamente o a mezzo di propri servizi legali o compensati con indennizzi dei sinistri, nonchè su penali di storno.

La provvigione d'incasso spetta integralmente all'agente anche quando i premi siano stati versati direttamente alla direzione dell'impresa; le condizoni di capitolato potranno prevedere che all'agente spetti la metà delle provvigioni di incasso, quando l'impresa abbia recuperato i premi dovuti dall'assicurato a mezzo dei propri servizi legali, oppure potranno prevedere, in luogo delle condizioni di cui sopra, l'intera provvigione d'incasso a favore dell'agente, quando questi rimborsi all'impresa le spese sostenute dalla stessa per ottenere dall'assicurato il pagamento del premio. L'impresa non potrà però ripetere dall'agente l'eventuale spesa legale non ricuperata superante la provvigione d'incasso per ogni quietanza.

Sulle somme incassate dall'agente a titolo di penale per storno di contratti spetta la provvigione d'incasso, come pure spetta la provvigione all'agente sui premi scaduti o da scadere compensati col pagamento dei sinistri.

Art. 12.

Pagamento premi a mezzo di cambiali.

Nei casi in cui per disposizioni impartite dalla direzione dell'impresa i premi siano pagati dalla clientela a mezzo di cambiali, l'agente non è ritenuto responsabile del buon fine di esse, quando abbia osservato ed eseguito le norme prescritte dall'impresa.

La provvigione spetterà all'agente soltanto se avrà incassato integralmente la cambiale.

Art. 13.

Imposte e tasse a carico dell'agente.

L'agente sarà responsabile in proprio per le conseguenze della mancata osservanza da parte sua o dei suoi dipendenti delle leggi fiscali o in genere di qualunque altra legge concernente operazioni eseguite dall'agenzia.

Sono a carico dell'agente tutte le imposte e tasse ed altri oneri tributari in genere iscritti nei ruoli a suo nome e sotto quello dell'agenzia, relativi all'esercizio dell'agenzia stessa.

Nessuna rivalsa sarà esercitata dall'impresa a carico dell'agente per gli oneri tributari cui essa è tenuta per legge, a partire da quelli iscritti nei ruoli per l'anno 1939-XVII.

L'attribuzione degli oneri tributari all'impresa od all'agente sarà fatta in base alle disposizioni di legge ad eccezione della tassa sulle insegne che per le agenzie principali sarà sopportata per metà dall'impresa e per metà dall'agente, previo accordo con l'impresa.

L'agente ha pertanto diritto di addebitare all'impresa gli eventuali pagamenti effettuati per conto di essa dietro suo invito per gli oneri tributari di cui sopra a partire da quelli iscritti nei ruoli per l'anno 1939.

Art. 14.

Cessazione del rapporto di agenzia.

La cessazione del rapporto di agenzia può avvenire:

a) per revoca pura e semplice del mandato;
b) per revoca del mandato per giusta causa;
c) per dimissioni;
d) per vecchiaia o per invalidità totale;
e) per morte;
f) per interdizione legale dell'agente, per interdizione dell'agente dai pubblici uffici e sua sospensione dall'esercizio professionale in conseguenza di condanna per delitto; per restrizione della libertà personale dell'agente per provvedimento dell'autorità.

Art. 15.

Revoca pura e semplice del mandato.

Nel caso di revoca pura e semplice del mandato l'impresa dovrà dare i seguenti preavvisi:

un mese se l'agente abbia compiuto non più di 15 anni di gestione;

due mesi se l'agente abbia compiuto più di 15 anni di gestione.

I preavvisi di cui sopra saranno raddoppiati per l'agente il quale nell'anno solare precedente quello di revoca abbia incassato, per premi netti ed addizionali di gestione per i rami ai quali si applica il presente accordo, esclusi quelli grandine, trasporti e bestiame, film (produzione) e pioggie, una somma complessiva superiore a L. 1.500.000.

Agli effetti del comma precedente l'incasso del ramo vita sarà calcolato nella misura del 40 %.

Nel caso di più imprese facenti parte dello stesso gruppo finanziario rappresentate da uno stesso agente la valutazione di cui sopra sarà fatta considerando l'incasso complessivo delle varie imprese.

È in facoltà della impresa di sostituire al preavviso la corresponsione di una indennità pari a 1/24 delle provvigioni lorde pagate nell'anno precedente per ogni mese di preavviso dovuto sino a due per il quale l'impresa rinuncia a valersi dell'opera dell'agente e di 1/48 per ogni mese di preavviso dovuto oltre i due fino a quattro.

All'agente revocato spetteranno inoltre, in quanto dovuti, gli indennizzi di cui agli articoli 26 a 32 se revocato dopo due anni interi di durata del mandato, la metà se revocato dopo un anno intero di durata del mandato, ma non compiuti gli anni due.

All'agente revocato entro il primo anno intero di durata del mandato non spetterà alcun indennizzo.

Art. 16.

Revoca del mandato per giusta causa.

Non potrà ritenersi giusta causa la sola deficienza di produzione, anche se dovuta a invalidità dell'agente, a vecchiaia e comunque ad impossibilità fisica di continuare il lavoro.

All'agente revocato per giusta causa non spetterà alcun indennizzo.

Art. 17.

Dimissioni.

L'agente che intenda recedere dal mandato dovrà dare all'impresa un mese di preavviso.

È in facoltà dell'impresa di rinunciare al preavviso, corrispondendo all'agente 1/24 delle provvisioni lorde allo stesso pagate nell'anno precedente.

All'agente dimissionario spetterà un compenso pari agli indennizzi per il caso di revoca pura e semplice ridotti rispettivamente:

al 30 % se l'agente abbia almeno 3 anni di gestione ma non più di 15;

al 40 %, se l'agente abbia più di 15 anni di gestione, ma non più di 20;

al 50 % se l'agente abbia più di 20 anni di gestione.

Art. 18.

Cessazione del mandato per vecchiaia o per invalidità totale.

La cessazione del mandato può aver luogo per vecchiaia dell'agente (in qualunque momento dopo il 65° anno di età) o per invalidità totale del medesimo, in entrambi i casi col solo preavviso di un mese e con la corresponsione all'agente di tutti gli indennizzi stabiliti per il caso di revoca pura e semplice.

Qualora l'invalidità totale sia contestata, l'accertamento di essa sarà deferito ad un collegio di medici composto di un medico nominato dall'agente e di un medico nominato dall'impresa, i quali di comune accordo ne nomineranno un terzo.

Ove non vi sia accordo sulla nomina del terzo, questi sarà designato dal presidente della Corte di appello avente giurisdizione sul territorio in cui ha sede l'agenzia.

Il giudizio sull'invalidità totale così pronunciato sarà vincolativo per le parti ed inappellabile.

Art. 19.

Morte dell'agente.

In caso di morte dell'agente spetteranno agli eredi legittimi o testamentari tutti gli indennizzi stabiliti per il caso di revoca pura e semplice escluso l'indennizzo sostitutivo del preavviso.

Art. 20.

Interdizione e restrizione della libertà personale dell'agente.

Nei casi di cessazione del mandato per:

1° interdizione legale dell'agente;

2° interdizione dell'agente dai pubblici uffici e sua sospensione dall'esercizio professionale in conseguenza di condanna per delitto;

3° restrizione della libertà personale dell'agente per provvedimento dell'autorità;

è devoluto all'agente l'importo dell'indennizzo calcolato come previsto in caso di sue dimissioni, salvo che la condanna per delitto o la restrizione della libertà personale siano conseguenza di atti compiuti dall'agente in danno dell'impresa.

Art. 21.

Effetto liberatorio degli indennizzi.

Resta espressamente pattuito che con le provvigioni maturate sino alla cessazione del mandato di agenzia, con gli eventuali indennizzi di cui agli articoli precedentemente indicati, è saldato ogni credito dell'agente per ogni suo diritto, ragione o pretesa anche a titolo di danni e in rapporto anche all'art. 366 Codice di commercio in dipendenza della cessazione del mandato; così ugualmente per il caso di morte restano tacitati ogni diritto, ragione o pretesa degli eredi legittimi o testamentari.

Art. 22.

Provvigioni spettanti dopo la cessazione del mandato

All'agente cessato o ai suoi eredi saranno riconosciute, al netto di ogni eventuale aggravio di qualsiasi natura:

a) le provvigioni di acquisto, a mano a mano che matureranno dopo la cessazione del mandato, semprechè relative a polizze già perfezionate al momento della detta cessazione;

b) le eventuali sovraprovvigioni stabilite in base ad un minimo annuo di produzione, semprechè siano trascorsi almeno sei mesi dal periodo fissato per la concessione di tali sovraprovvigioni e l'agente abbia raggiunto, nel detto periodo, una produzione proporzionale a quella richiesta per l'intera annata.

Ad abbondanza si chiarisce che rimane a carico dell'agente cessato o dei suoi eredi la liquidazione di qualunque pretesa avanzata dai dipendenti dell'agenzia o da qualsiasi altra persona o ente in rapporto alla gestione dell'agenzia stessa.

Art. 23.

Successione di familiari dell'agente nell'agenzia.

Qualora, su richiesta dell'agente cessante, l'impresa consenta a sostituirlo con membri della famiglia, sarà concordato fra l'impresa, l'agente cessante e l'agente subentrante il regolamento della successione; in caso di disaccordo resta sempre in facoltà delle parti di liquidare i loro rapporti in base ai termini del presente accordo.

Art. 24.

Certificato di gestione.

Avvenuta la cessazione del contratto di agenzia, l'impresa dovrà rilasciare all'agente un certificato attestante la gestione tenuta e la durata, con l'indicazione della zona dell'agenzia e dei rami trattati.

Art. 25.

Riconsegne all'impresa.

Alla cessazione del mandato l'agente o i suoi eredi devono consegnare all'impresa e per essa al suo rappresentante, munito di poteri pubblicati a termini di legge; o in mancanza di ciò, munito di autorizzazione scritta, oltre ai saldi di chiusura, le polizze in portafoglio, i titoli in sospeso di pagamento, i documenti, la corrispondenza e tutto quanto sia di pertinenza dell'impresa.

Le operazioni di consegna dovranno risultare da apposito verbale. Le eventuali contestazioni dovranno risultare dal verbale stesso con tutte le ragioni e le riserve del caso.

Restano invece nella piena ed assoluta disponibilità dell'agente o dei suoi eredi, salvo diversa convenzione firmata dalle parti, i locali dell'agenzia con i relativi carichi e pesi, quando il contratto di locazione è stipulato in nome e per conto dell'agente e così pure i mobili e gli impianti, se non sono di proprietà dell'impresa.

CALCOLO DEGLI INDENNIZZI PER TUTTI I RAMI, ESCLUSI QUELLI VITA, GRANDINE, BESTIAME, TRASPORTI, FILM (PRODUZIONE) E PIOGGIA.

Art. 26.

Indennizzo in base all'incremento del monte premi.

Sull'incremento apportato al portafoglio spetterà all'agente un indennizzo calcolato in percentuale.

L'incremento consiste nella differenza fra il monte premi (cumulo premi da esigere, addizionali comprese, ma esclusi la tassa governativa e i contributi fiscali) esistenti alla chiusura dell'esercizio immediatamente precedente quello in cui avviene la cessazione dell'agente ed il monte premi esistente alla chiusura dell'esercizio immediatamente precedente quello in cui avvenne la sua nomina.

Dalla differenza fra i due monti premi va dedotta una percentuale la cui misura sarà del 20 % per i rami incendi, furti e cristalli e del 30 % per i rami infortuni, responsabilità civile, polizze, tutti i rischi ed altri rami.

Le percentuali da applicarsi a favore dell'agente sulla cifra di incremento netto delle deduzioni di cui sopra, saranno le seguenti (computate a scaglioni sul totale complessivo dell'incremento del monte premi di tutti i rami esercitati dall'impresa, esclusi quelli indicati nella premessa al presente articolo):

fino a L. 50.000	4,20 %
da L. 50.000 a L. 150.000	3,20 %
da L. 150.000 a L. 300.000	2,25 %
da L. 300.000 a L. 500.000	1,75 %
oltre L. 500.000	1,10 %

Le anzidette percentuali verranno aumentate dal 50 % per l'agente professionista.

S'intende per agente professionista quegli che dedica la massima parte del suo tempo e della sua attività all'industria assicurativa e che, all'infuori della professione di agente di assicurazione non esercita alcun'altra professione o commercio o industria se non occasionalmente o in via assolutamente sussidiaria.

La qualità di agente professionista non è esclusa dalla rappresentanza di altre imprese assicuratrici, purchè l'agente abbia ottenuto la preventiva autorizzazione dell'impresa che deve liquidare l'indennizzo.

Allorquando la determinazione del monte premi non risulterà dalla contabilità dell'impresa, si assumerà come base di calcolo un monte premi convenzionale che così si stabilisce:

a) nel caso sia imprecisato il monte premi all'inizio della gestione esso sarà calcolato moltiplicando l'importo complessivo dei premi netti e addizionali di gestione incassati in quell'anno per un coefficiente pari al rapporto fra il monte premi dell'anno precedente alla cessazione del mandato e l'importo complessivo degli introiti dell'anno solare al quale questo monte premi si riferisce, coefficiente che ai fini del calcolo del monte premi iniziale non potrà essere applicato in misura superiore a cinque;

b) qualora sia imprecisato l'incasso annuale relativo all'inizio della gestione, si procederà al calcolo di quest'ultimo

in base agli introiti degli anni successivi regolarmente contabilizzati facendo un'opportuna proporzione in base al numero degli anni ed ai progressi di anno in anno realizzati;

c) è in facoltà dell'impresa, per semplificazione di calcolo, di determinare il monte premi per il computo dell'indennizzo applicando il moltiplicatore 6 all'incasso dell'anno solare immediatamente precedente all'inizio della gestione ed all'incasso dell'anno immediatamente precedente a quello in cui avviene la cessazione del mandato.

In caso di passaggio di territorio e rispettivo portafoglio premi avvenire da una ad altra agenzia (non limitato a qualche singola polizza) avvenuto durante il periodo preso in esame, per il calcolo dell'eventuale indennizzo sarà da escludersi, per l'agenzia assuntrice, il monte premi trasferito all'atto del detto passaggio.

All'incontro, se nel periodo preso in esame sia stata sottratta da una agenzia una parte del territorio e del rispettivo portafoglio (non qualche singolo comune o qualche singola polizza) sarà tenuto calcolo, a vantaggio dell'agenzia predetta, della diminuzione del portafoglio premi avvenire verificatasi per tale circostanza, sulla base dello storno premi avvenire eseguito all'atto dello stralcio, sempre che l'agente non abbia ricevuto qualche speciale compenso in cambio di tale diminuzione di portafoglio.

Art. 27.

Indennizzo in base agli incassi.

All'agente professionista che abbia avuto nell'anno solare immediatamente precedente a quello nel quale avvenne la cessazione del mandato, un incasso globale di almeno L. 30.000 per tutti i rami esercitati dall'impresa o da altre imprese facenti parte dello stesso gruppo finanziario (esclusi quelli vita, grandine, bestiame, trasporti, film (produzione) e pioggia) sarà corrisposto anche un indennizzo calcolato sulla somma dei prezzi netti e addizionali di gestione da lui annualmente incassati in tutti i rami, esclusi quelli sopraelencati, a partire dal 1° gennaio 1926 (e per l'agente nominato dopo tale data, a partire dal 1° gennaio successivo all'inizio della gestione) fino al 31 dicembre dell'anno immediatamente precedente quello in cui lascerà l'agenzia. In ogni caso la somma sulla quale dovrà essere calcolato l'indennizzo non potrà superare la somma dei premi netti e addizionali di gestione incassati durante gli ultimi venti anni di gestione dell'agenzia.

Su tale somma verranno applicate a scaglioni le seguenti aliquote:

fino a L. 200.000	1,25 %
da L. 200.000 a L. 1.000.000 . . .	0,90 %
oltre L. 1.000.000	0,45 %

Per l'agente che al 31 dicembre 1930 contava 18 o più anni di gestione d'agenzia, l'inizio per il computo della somma dei premi netti incassati, comprese le addizionali di gestione, s'intende retrodatato al 1° gennaio 1924. Per l'agente che al 31 dicembre 1930 aveva 25 o più anni di gestione, l'inizio del computo della somma dei premi netti incassati comprese le addizionali di gestione s'intende retrodatato al 1° gennaio 1921. Anche in questi casi la somma sulla quale dovrà essere calcolato l'indennizzo non potrà superare la somma dei premi netti ed addizionali di gestione incassati durante gli ultimi venti anni di gestione dell'agenzia.

Art. 28.

Indennizzo in base alle provvigioni.

A favore dell'agente che abbia compiuto gli otto anni di gestione è stabilito, indipendentemente dagli indennizzi di cui agli articoli 26 e 27, un ulteriore indennizzo pari al 5,50 % della provvigione globale netta (cioè al netto di storni o rimborsi provvigioni in conseguenza di annullamenti o riduzioni di contratti) di un anno afferente tutti i rami, esclusi quelli vita, grandine, bestiame, trasporti, film (produzione) e pioggia, stabilita in base alla media di quelli corrisposti all'agente nell'ultimo quinquennio, aumentabile di tante volte il 5,50% suddetto quanti sono gli anni o frazione di anno oltre gli otto, fino a raggiungere la misura massima del 55 % delle provvigioni globali dell'ultimo esercizio.

All'agente che non abbia compiuto gli otto anni di gestione (e non usufruisca quindi dell'indennizzo di cui al comma precedente) ma abbia compiuto almeno gli anni tre, saranno corrisposti i seguenti indennizzi calcolati sulla media delle provvigioni come sopra realizzate negli ultimi tre anni precedenti la cessazione del mandato:

2 % se la cessazione avviene dopo compiuti almeno 3 anni di gestione;

3 % se la cessazione avviene dopo compiuti almeno 4 anni di gestione;

4 % se la cessazione avviene dopo compiuti almeno 6 anni di gestione;

5 % se la cessazione avviene dopo compiuti almeno 7 anni di gestione;

Le percentuali di cui sopra non si sommano.

CALCOLO DEGLI INDENNIZZI PER I RAMI VITA, BESTIAME, GRANDINE E TRASPORTI.

Art. 29.

Indennizzo per il ramo vita.

Il calcolo per l'indennizzo relativo al ramo vita sarà effettuato in base alle provvigioni liquidate all'agente, ed al massimo su quelle liquidate durante gli ultimi 20 anni di gestione, applicandosi l'aliquota dell'1 % sulle provvigioni eventualmente liquidate nel periodo dal 1° gennaio 1931-X al 31 dicembre 1938-XVII, ed il 2 % su quelle liquidate posteriormente.

Art. 30.

Indennizzo per il ramo bestiame.

Il calcolo per l'indennizzo relativo al ramo bestiame sarà effettuato applicandosi l'aliquota del 2 % sulle provvigioni liquidate all'agente, ed al massimo su quelle liquidate durante gli ultimi 20 anni di gestione; in ogni caso con decorrenza non anteriore al 1° gennaio 1939-XVII.

Art. 31.

Indennizzo per il ramo grandine.

Il calcolo per l'indennizzo relativo al ramo grandine verrà effettuato applicandosi a scaglioni le aliquote sotto indicate sulla somma complessiva delle provvigioni liquidate all'agente ed al massimo su quelle liquidate durante gli ultimi 20 anni di gestione; in ogni caso con decorrenza non anteriore al 1° gennaio 1931-IX:

fino a L. 400.000	3 — %
oltre L. 400.000	1,50 %

Art. 32.

Indennizzo per il ramo trasporti.

Il calcolo per l'indennizzo relativo al ramo trasporti (esclusi i corpi) sarà effettuato applicandosi l'aliquota dell'1 % sulle provvigioni liquidate all'agente ed al massimo su quelle liquidate durante gli ultimi 20 anni di gestione; in ogni caso con decorrenza non anteriore al 1° gennaio 1939-XVII.

Art. 33.

Pagamento degli indennizzi.

Gli indennizzi come sopra calcolati saranno pagati per intero a chi di ragione immediatamente dopo la concorde chiusura dei conti, quando si tratti di agente che abbia rilasciata o rilasci cauzione di valore reale pari ad almeno il 40 % degli indennizzi e che tale cauzione sia libera da ogni passività. In caso diverso, alla concorde chiusura dei conti, gli indennizzi saranno pagati nella misura del 60 %. La restante parte sarà pagata dopo sei mesi dalla concorde chiusura dei conti, ma non prima di un anno dalla cessazione del mandato.

Dagli indennizzi spettanti all'agente od ai suoi eredi sarà dedotto quanto sia dovuto dall'agente all'impresa nonchè il valore della prestazione cui abbiano rispettivamente diritto e che abbiano già percepito per atti di previdenza compiuti a loro favore dall'impresa per la parte corrispondente ai versamenti fatti da quest'ultima. Lo stesso vale per il caso in cui un agente sia iscritto alla Cassa di previdenza o di pensione dell'impresa.

Dagli atti di previdenza di cui sopra si intende esclusa la Cassa di previdenza obbligatoria istituita col presente accordo.

Gli indennizzi all'agente o suoi eredi saranno pagati dopo la chiusura dei conti relativi alla gestione ed il versamento del relativo saldo.

Quando si tratti di gestione affidata in solido a più agenti, gli indennizzi da liquidarsi saranno devoluti agli stessi in parti eguali, salvo diversi accordi tempestivamente comunicati all'impresa per iscritto.

In caso di cessazione del mandato di un coagente per qualsiasi ragione, qualora l'impresa non voglia confermare il coagente o i coagenti rimasti, ad essi spetteranno tutti gli indennizzi stabiliti per il caso di revoca pura e semplice. È diritto dell'impresa di sostituire il coagente cessato con altro.

Se taluno di essi viene confermato o riassunto dall'impresa (fermi restando, beninteso, i diritti di anzianità in lui maturati), solo agli uscenti sarà liquidata la parte d'indennizzo che loro spetta, ed il diritto di rivalsa di cui in appresso si eserciterà sui nuovi, compresi i confermati o riassunti in carica.

Ove si tratti di gestione affidata ad una società commerciale, dovranno essere precisate preventivamente, da parte della società stessa, la persona o le persone fisiche alle quali si intende conferito il mandato a tutti gli effetti previsti dal presente accordo.

Ove si tratti però di società in accomandita per azioni o di società anonima, saranno dovuti soltanto gli indennizzi previsti per il caso di revoca e di dimissioni, i quali saranno pagati ai legali rappresentanti della società.

Salvo differenti accordi, quando l'impresa dichiari di non accettare la proposta di sostituzione totale o parziale delle persone fisiche originariamente designate o l'aggiunta di altre persone fisiche nuove a quelle già in carica, il mandato si intenderà risolto *ipso jure* con le stesse conseguenze previste dal presente accordo per il caso di dimissioni.

Art. 34.

Rivalsa.

E' riconosciuto all'impresa il diritto di rivalsa verso l'agente subentrante per l'indennizzo dovuto all'agente cessato o ai suoi eredi, come pure per l'indennizzo dovuto all'agente nei casi previsti all'ottavo comma dell'art. 26.

Detta rivalsa verrà esercitata in sei rate annuali uguali ed anticipate, maggiorate dell'interesse annuo del 3 %, se l'anzianità del precedente agente è inferiore o uguale ad anni dieci, in otto rate annuali come sopra detto se l'anzianità del precedente agente è superiore ad anni 10 ma non agli anni 20, in dieci rate annuali come sopra detto se l'anzianità del precedente agente è superiore ad anni 20.

In caso di cessazione del mandato non saranno dovute dall'agente cessato le rate non ancora scadute, mentre sarà in diritto dell'impresa di esercitare la rivalsa verso il nuovo agente anche per le rate di indennizzo non ancora ricuperate.

Art. 35.

Cassa di previdenza.

Ciascuna impresa si impegna a versare alla Cassa di previdenza, che sarà istituita presso la stessa ed il cui regolamento sarà concordato entro il 1939 fra le due Federazioni stipulanti, un contributo annuo basato sulle provvigioni nette di storni o rimborsi in conseguenza di annullamenti o riduzioni di contratti, corrisposte all'agente in ogni esercizio complessivamente per tutti i rami esercitati pari:

all'1,50 % sulle prime L. 50.000 di provvigioni annue;

all'1,30 % sulle successive L. 50.000 di provvigioni annue;

all'1,10 % sulle successive L. 100.000 di provvigioni annue;

all'1 % sulle successive L. 100.000 di provvigioni annue;

al 0,80 % su quanto supera le L. 300.000 di provvigioni annue.

Le imprese facenti parte dello stesso gruppo finanziario liquideranno il loro contributo sulla somma annua di provvigioni complessivamente corrisposta all'agente e non su quella corrisposta da ogni singola impresa.

Il contributo che sarà versato complessivamente dall'impresa o dal gruppo di imprese finanziariamente collegate alla chiusura di ogni esercizio, non potrà però superare la somma massima annua di L. 5000 per ogni agente o coagente col massimo complessivo di L. 10.000 per ogni agenzia, qualunque sia il numero degli agenti titolari della stessa.

Gli assegni ed i rimborsi spese corrisposti ad ogni agente sono esclusi dal computo del contributo salvo quelli corrisposti subordinatamente al raggiungimento di una determinata produzione.

Qualora una gestione, sia all'inizio che al termine della stessa, sia limitata ad una parte dell'anno solare, gli importi di provvigione come sopra previsti ai singoli scaglioni saranno ridotti in proporzione della durata effettiva della gestione stessa rispetto all'anno solare.

L'agente quale suo contributo alla Cassa di previdenza verserà alla stessa ogni mese l'1 % delle provvigioni percepite col diritto di ridurre tale contributo nella misura di quello versato dall'impresa.

La Cassa di previdenza che, come sopra è detto, sarà istituita presso ogni impresa sarà gestita in base al regolamento previsto dal primo comma del presente articolo.

La previdenza potrà essere attuata sia in forma assicurativa, nel quale caso le eventuali polizze dovranno essere stipulate presso l'impresa della quale l'agente è rappresentante od altra con essa collegata in quanto autorizzata ad esercitare il ramo vita, sia in forma di capitalizzazione (o mediante conti individuali) presso la stessa impresa o altre finanziariamente collegate.

L'agente revocato o dimissionario e comunque cessato dal mandato avanti la pubblicazione del presente accordo, è escluso dal trattamento di previdenza.

Il primo contributo dell'impresa sarà dovuto a partire dall'esercizio 1939-XVII e sarà versato non appena concordato fra le parti il regolamento della Cassa; il contributo dell'agente avrà pure inizio col 1° gennaio 1939-XVII.

Le imprese o enti facenti parte dello stesso gruppo finanziario, che abbiano in atto un trattamento di previdenza per i propri agenti, possono compensare le somme che siano tenuti a versare in forza delle disposizioni che precedono con quelle da essi versate in dipendenza del trattamento in atto:

a) per quella parte di questo eventualmente eccedente l'indennizzo spettante in caso di cessazione del rapporto quando sia prevista la compensazione;

b) totalmente se tale trattamento previdenziale in atto non sia compensabile per contratto.

Art. 36.

Istituzione dell'Albo professionale.

Le Federazioni contraenti si impegnano a studiare entro l'anno 1940 la istituzione di un albo per gli agenti di assicurazione professionisti.

Art. 37.

Condizioni più favorevoli.

Il presente accordo non modifica le condizioni più favorevoli eventualmente esistenti nei rapporti fra imprese e agenti.

Art. 38.

Maggiorazione transitoria di indennizzi.

Le imprese riconoscono a favore dei propri agenti che al 1° gennaio 1939-XVII hanno compiuto almeno 8 anni di gestione, o, pur avendo un'anzianità inferiore, abbiano a tale data raddoppiato il monte premi, una maggiorazione sugli indennizzi di cui agli articoli 26 a 32 del 10 %, compensabile col prodotto della previdenza per la parte corrispondente ai contributi dell'impresa.

Art. 39.

Decorrenza e durata del presente Accordo.

Il presente Accordo — che sostituisce quello 12 ottobre 1931, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 252, parte II del 31 ottobre 1931 — avrà vigore per 5 anni a decorrere dal 15° giorno dopo la sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Quattro mesi prima della scadenza le parti potranno denunciare l'accordo mediante lettera raccomandata. In difetto di tale denuncia la durata dell'accordo si intenderà prorogata per ulteriori due anni e così di seguito di biennio in biennio.

Il presente Accordo non è applicabile alle pendenze in corso alla data della sua pubblicazione per cessazione o disdetta del mandato avvenute prima della pubblicazione stessa.

Art. 40.

Controversie.

Le controversie circa l'interpretazione e l'applicazione del presente Accordo saranno sottoposte all'esame delle rispettive Federazioni per il tentativo di conciliazione.

M. Pascolato — G. Martignone — Paolini Aldo

Visto, *il Segretario generale del C.N.C.*
A. Anselmi

DECRETO MINISTERIALE 24 dicembre 1939-XVIII.
Dichiarazione di pubblico interesse della incorporazione della Società anonima per la ferrovia Voghera-Varzi nella Società anonima per le ferrovie Adriatico-Appennino.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visti il R. decreto-legge 13 febbraio 1930, n. 37, convertito nella legge 15 maggio 1930, n. 678; il R. decreto-legge 1° maggio 1930, n. 520, convertito nella legge 3 luglio 1930, n. 975; il R. decreto-legge 13 novembre 1931, n. 1434, convertito nella legge 24 marzo 1932, n. 380; la legge 3 giugno 1935, n. 873; il R. decreto-legge 1° luglio 1937, n. 1362, convertito nella legge 10 dicembre 1937, n. 2486, e il R. decreto-legge 3 gennaio 1939, n. 160, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739;

Vista l'istanza con la quale la Società per le ferrovie Adriatico-Appennino e la Società per la ferrovia Voghera-Varzi espongono di voler procedere alla loro fusione, mediante incorporazione della seconda nella prima;

Ritenuto che la progettata fusione risponde a necessità di pubblico interesse, a che conviene ridurre i termini stabiliti negli articoli 101 e 195 del Codice di commercio, allo scopo di rendere possibile la sollecita esecuzione della fusione medesima;

Su conforme parere dei Ministri per le finanze, per le corporazioni e per le comunicazioni;

Decreta:

È dichiarata di pubblico interesse la fusione della Società per le ferrovie Adriatico-Appennino con la Società per la ferrovia Voghera-Varzi, entrambe anonime con sede in Milano, mediante incorporazione della seconda nella prima, rendendosi così applicabili alle operazioni di fusione ed alle altre, che in occasione della fusione verranno adottate dalle assemblee degli azionisti, le disposizioni dei Regi decreti-legge 13 febbraio 1930, n. 37, e 13 novembre 1931, n. 1434, anche ai fini dell'esclusione del diritto di recesso.

Il termine durante il quale rimane sospesa l'esecuzione delle deliberazioni ed è consentita l'opposizione, a norma degli articoli 101 e 195 del Codice di commercio, è ridotto a quindici giorni, purchè, in aggiunta alle pubblicazioni prescritte dal Codice di commercio, l'annunzio delle deliberazioni stesse e dell'abbreviazione del termine per l'opposizione concesso con il presente decreto, sia pubblicato nei giornali « Il Popolo d'Italia » e « Il Sole » di Milano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 24 dicembre 1939-XVIII

(5539) *Il Ministro*: Grandi

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE ALLE ASSEMBLEE LEGISLATIVE

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, e dell'articolo unico della legge 8 giugno 1939-XVII, n. 860, si notifica che S. E. il Ministro Segretario di Stato per le corporazioni, in data 14 dicembre 1939-XVIII, ha trasmesso alla Presidenza della Camera dei Fasci e delle Corporazioni il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 26 ottobre 1939-XVII, n. 1751, concernente la disciplina della raccolta dei rottami ferrosi, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 283 del 6 dicembre 1939-XVIII.

(5544)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per l'agricoltura e per le foreste ha presentato alla Presidenza della Camera dei Fasci e delle Corporazioni, con lettera in data 23 corrente, il seguente disegno di legge: Conversione in legge del R. decreto-legge 12 ottobre 1939-XVII, n. 1682, concernente disposizioni per l'ammasso del risone.

(5545)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

SENATO DEL REGNO

UFFICIO DI QUESTURA

Avviso-diffida

L'Amministrazione del Senato del Regno considera mandate in omaggio tutte le pubblicazioni, periodiche o no, che siano inviate alla Presidenza, alla Biblioteca o agli altri Uffici, delle quali non sia stata fatta espressa richiesta o rinnovata l'associazione.

La stessa avvertenza vale anche per le pubblicazioni spedite a singoli Senatori del Regno.

I Senatori Questori

CARLETTI — RUFFO DI CALABRIA

(5576)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 106.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 463 — Data: 6 febbraio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Salerno — Intestazione: Gargiulo Alfonso e Rosa fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: 2 certificati Red. 3,50, capitale L. 2000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1 — Data: 27 agosto 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catanzaro — Intestazione: Prejanò Francesco fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: 1 buono del Tesoro al portatore, capitale L. 5000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 29 — Data: 1º maggio 1939 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria di Brescia — Intestazione: Papetti Pietro fu Faustino — Titoli del Debito pubblico: titoli 5 % Littorio, capitale L. 300.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2727 — Data: 18 marzo 1938 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria di Lecce — Intestazione: Imperiale Michele fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: quietanze, capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3169 — Data: 29 agosto 1939 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria di Avellino — Intestazione: De Vito Assunta di Giosuè — Titoli del Debito pubblico: quietanze, capitale L. 1100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10 — Data: 10 marzo 1938 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria di La Spezia — Intestazione: Franceschetti Tomasa fu Martino — Titoli del Debito pubblico: 1 cartella cons. 5 %, capitale L. 100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2080 — Data: 22 giugno 1939 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria di Bari — Intestazione: Perrini Giovanni di Gennaro — Titoli del Debito pubblico: quietanze, capitale L. 600.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 18 dicembre 1939-XVIII

Il direttore generale: POTENZA

(5520)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli N. 254

del 19 dicembre 1939-XVIII

Stati Uniti America (Dollaro)	19,80
Inghilterra (Sterlina)	78,23
Francia (Franco)	44,35
Svizzera (Franco)	444,50
Argentina (Peso carta)	4,45
Belgio (Belgas)	3,2945
Canadà (Dollaro)	16,90
Danimarca (Corona)	3,804
Egitto (Lira Egiziana)	80,23
Germania (Reichmark)	7,80
Jugoslavia (Dinaro)	44,45
Norvegia (Corona)	4,476
Olanda (Fiorino)	10,534
Portogallo (Scudo)	0,7239
Svezia (Corona)	4,695
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,58
Cecoslovacchia (Corona) (Cambio di Clearing)	65,70
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	4,697
Germania (Reichmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	14,31
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,6751
Polonia (Zloty) (Cambio di Clearing)	360 —
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	193,24
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,29
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,852
Svizzera (Franco) (Cambio di Clearing)	445,43
Rendita 3,50 % (1906)	74,70
Id. 3,50 % (1902)	71,775
Id. 3,00 % Lordo	50,025
Rendita 5 % (1935)	94,25
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	72,025
Id. Id. 5 % (1936)	95,325
Obbligazioni Venezie 3,50 %	91,475
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	99,475
Id. Id. 5 % - Id. 1941	100,525
Id. Id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	92,50
Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	92,40
Id. Id. 5 % - Id. 1944	97,60

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Estrazione delle azioni ed obbligazioni per la ferrovia del Monferrato

Si notifica che nel giorno di martedì 30 gennaio 1940-XVIII, alle ore 10, in Roma, in una sala a pianterreno del palazzo ove ha sede la Direzione generale del debito pubblico, via Goito n. 1, aperta al pubblico, avranno luogo le seguenti estrazioni dei titoli della già Società delle ferrovie del Monferrato, passati in servizio della Direzione generale del debito pubblico:

66ª estrazione delle azioni privilegiate per la linea Cavallermaggiore-Bra (legge 11 luglio 1852, n. 1407), nel quantitativo di n. 35 sulle 875 attualmente vigenti;

74ª estrazione delle obbligazioni per la linea Cavallermaggiore-Alessandria (legge 10 luglio 1862, n. 702), nel quantitativo di n. 469 sulle 10.193 attualmente vigenti;

44ª estrazione delle azioni comuni per le linee Bra-Cantalupo e Castagnole-Mortara (legge 10 luglio 1862, n. 702, e 14 maggio 1865,

n. 8279), nel quantitativo di n. 320, e cioè n. 19 titoli unitari e n. 31 titoli decupli, sulle n. 8231 attualmente vigenti.

I numeri delle azioni e delle obbligazioni che risulteranno sorteggiate, da rimborsarsi a cominciare dal 1° luglio 1940-XVIII, saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 26 dicembre 1939-XVIII

Il direttore generale: POTENZA

(5530)

5ª Estrazione delle obbligazioni 4,50 % delle Aziende patrimoniali dello Stato

Si notifica che nel giorno di giovedì 18 gennaio 1940-XVIII, alle ore 10, in Roma, in una sala al piano terreno del palazzo ove ha sede la Direzione generale del debito pubblico, via Goito n. 1, aperta al pubblico, avranno luogo le estrazioni annuali per l'ammortamento delle obbligazioni delle Aziende patrimoniali dello Stato, emesse in base del R. decreto-legge 3 dicembre 1934-XIII, n. 2196, convertito nella legge 4 aprile 1935-XIII, n. 696.

Giusta il piano di ammortamento del prestito, per l'anno 1940-XVIII, saranno estratte n. 11.200 obbligazioni.

I numeri delle obbligazioni, sorteggiate, da rimborsare alla pari a partire dal 1° marzo 1940-XVIII, saranno pubblicati in supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 26 dicembre 1939-XVIII

Il direttore generale: POTENZA

(5531)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notari dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 38, n. 2, della legge sul Notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che, con R. decreto in data 18 dicembre 1939 in corso di registrazione alla Corte dei conti, il notaro sig. Valitutti Antonio, residente nel comune di Paola, distretto notarile di Cosenza, è stato dispensato dall'ufficio, per limite di età, con effetto dal 10 gennaio 1940, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 a 39 del R. decreto 14 novembre 1926, n. 1953.

Roma, addì 23 dicembre 1939-XVIII

p. *Il Ministro*: TUFAROLI

(5533)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

DIVISIONE ASSICURAZIONI

(2ª *pubblicazione*).

Svincolo della cauzione costituita dalla rappresentanza italiana della Compagnia prussiana di assicurazione « Düsseldorf »

La Compagnia prussiana di assicurazioni marittime, fluviali e terrestri « Düsseldorf » ha chiesto lo svincolo totale della cauzione costituita a norma degli articoli 33 e 35 del R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, per essere estinto ogni rischio e liquidato ogni impegno assunto in dipendenza dei contratti di assicurazione dalla propria rappresentanza in Italia.

Chiunque abbia ragione di opporsi a detto svincolo a norma degli articoli 28 e 51 del R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, deve far pervenire, in debita forma legale, ricorso a questo Ministero, Divisione assicurazioni, non oltre il termine di giorni 15 dalla data di pubblicazione del presente avviso, comunicandone copia, pure in forma legale, alla Compagnia predetta presso la Banca commerciale italiana, Servizio titoli borsa, Roma.

(3459)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Abriola (Potenza) da parte del Banco di Napoli.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927-V, n. 1509, e 29 luglio 1928-VI, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928-VI, n. 1760, e 20 dicembre 1928-VII, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927-V, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928-VI e modificato con decreto del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Presidente del Comitato dei Ministri, del 26 luglio 1937-XV;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Abriola (Potenza) non può utilmente funzionare;

Dispone:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Abriola (Potenza) è affidata alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli - Istituto di credito di diritto pubblico - con sede in Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, le attività e gli atti dell'Ente.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 19 dicembre 1939-XVIII

V. AZZOLINI

(5523)

CONCORSI

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso al posto di segretario stabile presso il Regio istituto d'arte di Parma

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Visto il decreto del Capo del Governo in data 8 ottobre 1938-XVI che autorizza l'espletamento dei concorsi per pubblici impieghi durante l'anno 1939-XVII;
Visto il R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3123;
Visto il R. decreto 31 dicembre 1923, n. 2960;
Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;
Visto il R. decreto 7 gennaio 1926-IV, n. 214;
Visto il R. decreto 23 marzo 1933-XI, n. 227;
Visto il R. decreto 28 novembre 1933-XII, n. 1554;
Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706;
Visto il R. decreto-legge 5 luglio 1934-XIII, n. 1176;
Visto il R. decreto 28 settembre 1934-XII, n. 1587;
Visto il R. decreto-legge 25 febbraio 1935-XIII, n. 163;
Visto il R. decreto 3 gennaio 1926-IV, n. 48;
Visto il R. decreto 9 dicembre 1928-VII, n. 3062;
Visto il R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, n. 2081;
Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936-XIV, n. 1172;
Visto il R. decreto-legge 4 febbraio 1937-XV, n. 100;
Visto il R. decreto-legge 21 agosto 1937-XV, n. 1542;
Visto il R. decreto-legge 21 ottobre 1937-XV, n. 2179;
Visto il R. decreto-legge 17 novembre 1938-XVII, n. 1728;
Visto il R. decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, n. 1514;
Visto il R. decreto-legge 21 settembre 1938-XVI, n. 1587;
Visto il R. decreto-legge 2 febbraio 1939-XVII, n. 335;

Decreta:

E' indetto il concorso per esami al posto di segretario stabile presso il Regio istituto d'arte di Parma.

Il vincitore verrà nominato in prova per un periodo non inferiore a sei mesi, dopo il quale potrà essere nominato al grado 11° del gruppo C.

Al concorso possono partecipare i cittadini italiani di razza non ebraica che siano in possesso dei requisiti prescritti, che dovranno essere comprovati con la presentazione dei documenti appresso indicati, e che, alla data del presente decreto, abbiano compiuto i 18 anni e non superata l'età di anni 40.

Detto limite di età è elevato:

di cinque anni per coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18 o che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, oppure che, in servizio militare non isolato all'estero, dopo il 5 maggio 1936, abbiano partecipato alle relative operazioni militari;

di quattro anni per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento senza interruzione prima del 28 ottobre 1922 o per i feriti della causa fascista in possesso del relativo brevetto che risultino iscritti al P.N.F. dalla data dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriormente alla Marcia su Roma.

La condizione del limite di età non è richiesta per gli aspiranti che siano impiegati di ruolo in servizio dello Stato e per il personale non di ruolo che si trovi nelle condizioni previste dall'art. 11 del R. decreto-legge 4 febbraio 1937-XV, n. 100. Per i coniugati si applicano le norme di cui all'art. 23 del R. decreto-legge 21 agosto 1937-XVI, n. 1542.

Dal presente concorso sono escluse le donne.

Il Ministro, con decreto non motivato e non sindacabile può negare l'ammissione al concorso.

Le domande di ammissione al concorso, scritte su carta bollata da L. 6, sottoscritte dal concorrente, dovranno pervenire al Ministero dell'educazione nazionale (Direzione generale delle antichità e belle arti) non oltre il termine di 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

La domanda dovrà essere sottoscritta dal concorrente e contenere l'indicazione esatta del suo domicilio.

Ciascuna domanda dovrà essere corredata dei seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita in carta bollata da L. 8, legalizzato dal presidente del Tribunale o dal pretore competente;

2) certificato di iscrizione al P.N.F. o ai Fasci giovanili di combattimento o ai Gruppi universitari fascisti per l'anno XVII, rilasciato dal segretario federale in carta bollata da L. 4.

I mutilati e gli invalidi di guerra o in dipendenza dei fatti d'arme svoltisi nelle Colonie dell'Africa Orientale sono dispensati dal produrre il documento di cui al n. 2).

I cittadini sammarinesi residenti nel territorio della Repubblica di San Marino dovranno documentare la loro iscrizione al Partito Fascista Sammarinese mediante certificato firmato dal Segretario di Stato agli affari esteri, mentre i cittadini sammarinesi residenti nel Regno dovranno presentare certificato d'iscrizione al Partito firmato dal segretario della Federazione che li ha in forza.

Qualora il candidato appartenga ai Fasci di combattimento da data anteriore al 28 ottobre 1922, dovrà darne la dimostrazione con certificato da rilasciarsi dal segretario federale. Detto certificato dovrà contenere, oltre alla data precisa della effettiva iscrizione, l'attestazione che l'iscrizione stessa continua e non è stata mai interrotta. Il certificato dovrà inoltre essere vistato dal Segretario o dal uno dei Vice segretari del Partito Nazionale Fascista, oppure dal Segretario amministrativo del Partito stesso.

Al predetto visto dovranno essere sottoposti anche i certificati dei cittadini sammarinesi iscritti al Partito da data anteriore al 28 ottobre 1922;

3) certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici su carta bollata da L. 4 rilasciato dal podestà del Comune di origine e legalizzato dal prefetto della Provincia.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di decreto Reale;

4) certificato di sana costituzione fisica rilasciato dal medico provinciale o da un medico militare o da un ufficiale sanitario o da un medico condotto su carta bollata da L. 4. La firma del medico provinciale deve essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalla superiore autorità miliare e quella degli altri sanitari dal podestà, la firma del quale deve essere a sua volta autenticata dal prefetto.

I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale o in dipendenza di fatti d'arme svoltisi nelle Colonie dell'Africa Orientale ovvero in seguito ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato dopo il 5 maggio 1936 devono produrre il certificato dell'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15 del decreto stesso;

5) certificato generale del casellario giudiziale, su carta bollata da L. 12 con la firma del cancelliere autenticata dalla competente autorità giudiziaria;

6) certificato di buona condotta, morale civile e politica, su carta da bollo da L. 4, rilasciato dalle autorità del Comune ove il candidato ha il suo domicilio o la sua residenza, con la dichiarazione del fine per cui esso è rilasciato.

La firma del podestà o di chi ne fa le veci deve essere autenticata dal prefetto della Provincia;

7) certificato comprovante di aver ottemperato alle disposizioni della legge sul reclutamento. Gli aspiranti ex combattenti o invalidi di guerra, i legionari fiumani e coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935-XIII al 5 maggio 1936-XIV o che in servizio militare non isolato all'estero dopo il 5 maggio 1936, abbiano partecipato alle relative operazioni militari, devono produrre copia dello stato di servizio militare, o del foglio matricolare, con annotazione delle eventuali benemerenze di guerra e con le prescritte dichiarazioni integrative.

Coloro che furono imbarcati su navi mercantili durante la guerra 1915-18 proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dall'autorità marittima competente.

Gli orfani dei caduti o per la causa nazionale o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale o in dipendenza di operazioni militari durante il servizio militare non isolato all'estero e i figli degli invalidi di guerra o degli invalidi per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale o degli invalidi in dipendenza di operazioni militari cui abbiano partecipato durante il servizio militare non isolato all'estero dovranno produrre un certificato comprovante tale loro qualità da rilasciarsi dal podestà del Comune di loro abituale residenza.

Gli aspiranti feriti per la causa nazionale e quelli che parteciparono alla Marcia su Roma, purchè iscritti senza interruzione ai Fasci di combattimento, rispettivamente dalla data dell'evento che fu causa della ferita o da data anteriore al 28 ottobre 1922, produrranno i relativi brevetti;

8) stato di famiglia comprovante che il candidato è coniugato o vedovo. Tale certificato dovrà essere redatto su carta bollata da L. 4 e rilasciato dal podestà del Comune dove il candidato ha il suo domicilio e debitamente legalizzato;

9) diploma originale di scuola media inferiore o titolo equipollente;

10) una dichiarazione nella quale il candidato sotto la sua personale responsabilità, dichiari di non appartenere alla razza ebraica.

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5) e 6) debbono essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme da parte del presidente del Tribunale o del prefetto non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatore di Roma.

Quando qualche documento sia formalmente imperfetto potrà essere assegnato al candidato un termine per la regolarizzazione. Ove il documento non venga restituito, debitamente regolarizzato, entro il termine assegnato il concorrente, sarà escluso dal concorso.

Coloro che occupano un posto di ruolo in una Amministrazione dello Stato, sono dispensati dal produrre i documenti di cui ai nn. 1), 3), 5) e 6), purchè provino la loro qualità con regolare certificato rilasciato dal capo dell'ufficio competente, debitamente autenticato dai superiori gerarchici. Essi dovranno, inoltre, presentare copia del loro stato di servizio. Gli ufficiali della M.V.S.N. in s.p.e. sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai nn. 3), 5) e 6), purchè provino la loro qualità con regolare certificato dell'autorità dalla quale dipendono.

I concorrenti che risiedono nelle Colonie o nei Possedimenti italiani ovvero all'estero, hanno facoltà di presentare la sola domanda salvo a produrre i documenti non oltre il 30° giorno dalla scadenza del termine stabilito per i candidati residenti nel Regno.

Alla domanda dovrà essere allegato un elenco in triplice esemplare, firmato dal candidato, dei documenti presentati al concorso con l'esatta indicazione del domicilio del candidato stesso.

Nessun documento potrà essere accettato dopo la scadenza del termine.

Non saranno prese in considerazione le domande arrivate fuori termine o redatte in carta con bollo insufficiente e quelle nelle quali si faccia riferimento a documenti presentati per altri concorsi o per altre ragioni ad altre Amministrazioni dello Stato o ad altri servizi del Ministero dell'educazione nazionale. E' solo consentito riferirsi a documenti non scaduti presentati per concorsi banditi dalla Direzione generale delle antichità e belle arti per posti nei Regi istituti e nelle Regie scuole d'arte.

I documenti non verranno restituiti prima che siano trascorsi i termini fissati dalla legge per produrre ricorso giurisdizionale o straordinario, salvo che il concorrente ne faccia domanda in carta

bollata da L. 6 dichiarando di non aver nulla da eccepire in merito allo svolgimento e all'esito del concorso.

Tutte le prove d'esame avranno luogo in Roma.

Ai candidati verrà dato avviso per mezzo di lettera raccomandata del giorno in cui avranno inizio tali prove. La loro assenza sarà ritenuta come rinunzia al concorso.

I candidati dovranno dimostrare la loro identità personale presentando, prima delle prove d'esame, alla Commissione giudicatrice e al competente ufficio del Ministero, il libretto ferroviario, se sono già in servizio dello Stato o in caso diverso la loro fotografia debitamente autenticata.

Il posto sarà conferito al primo classificato nella graduatoria e, in caso di rinuncia del primo, ai successivi classificati seguendo l'ordine della graduatoria.

L'accettazione deve risultare da atto scritto. Se il candidato cui è stato offerto il posto, lascia passare venti giorni senza dichiarare per iscritto se accetta la nomina è dichiarato rinunciatario.

Per quanto non è stabilito nel presente decreto valgono le norme vigenti sui pubblici concorsi.

L'esame si svolgerà in due prove, l'una scritta e l'altra orale; esse vertono sulla applicazione di leggi e di regolamenti concernenti gli Istituti e Scuole d'arte e sulle norme generali di contabilità con speciale riguardo all'amministrazione degli Istituti e delle Scuole predette.

La prova orale consiste in un interrogatorio sugli argomenti suindicati e su nozioni di cultura generale.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 31 ottobre 1939-XVIII

Il Ministro: BOTTAI

(5526)

MINISTERO DELL'INTERNO

Costituzione della Commissione giudicatrice dei concorsi a posti di coadiutore medico presso i Laboratori provinciali d'igiene e profilassi di Aquila e Siena.

IL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO
MINISTRO PER L'INTERNO

Visti gli articoli 71, 78 e 81 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 84 ed 85 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Ritenuta la necessità di provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami per il posto di coadiutore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Siena, nonchè del concorso interno per coadiutore medico presso il Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Aquila;

Decreta:

La Commissione giudicatrice dei concorsi suindicati è così costituita:

Presidente: Sciorilli Borrelli dott. Umberto, vice prefetto;

Membri: Sotti prof. Guido, ordinario di anatomia patologica nella Regia università di Roma; Piras prof. Luigi, direttore dell'Istituto d'igiene della Regia università di Genova; Maggiora Vergano prof. Romano, capo del Laboratorio di micrografia e batteriologia nell'Istituto di sanità pubblica; Marino dott. Vincenzo, direttore della sezione medica del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Bari;

Segretario: Morrica dott. Manlio, 1° segretario nell'Amministrazione dell'interno.

La Commissione inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno ed avrà la sua sede in Roma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e per otto giorni consecutivi nell'albo delle Prefetture interessate.

Roma, addì 20 dicembre 1939-XVIII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI

(5534)

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria dei vincitori del concorso per esami a 16 posti di ingegnere in prova nel ruolo di gruppo A del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successive variazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 16 giugno 1938-XVI, n. 962, concernente il nuovo ordinamento dei servizi e del personale delle imposte di fabbricazione;

Visto il R. decreto 13 settembre 1938-XVI, n. 1509. che approva il regolamento per il personale delle imposte di fabbricazione;

Visto il decreto Ministeriale 25 novembre 1938-XVII col quale venne indetto un concorso per esami a 16 posti di ingegnere in prova nel ruolo di gruppo *A* del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione;

Visto il decreto Ministeriale 9 gennaio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il giorno 18 successivo, registro n. 2 Finanze, foglio n. 96, col quale fu nominata la Commissione esaminatrice del concorso stesso;

Visto il decreto Ministeriale 14 febbraio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 27 stesso mese, col quale vennero sostituiti due membri della detta Commissione;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice;

Visti gli atti della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione esaminatrice in base al risultato del concorso per esami a 16 posti di ingegnere in prova nel ruolo di gruppo *A* del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione.

N. d'ordine	COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto prova orale.	Somma dei voti
1	Marotta Lorenzo	7,667	7,500	15,167
2	Mazziotti Tullio	7,167	6,800	13,967
3	Aulard Alberto	7,750	6,200	13,950
4	Colasanto Antonio	7 —	6,600	13,600
5	Rizzari Luigi	7,250	6,100	13,350
6	Incardona Giovanni	7,167	6 —	13,167

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto:

1. Marotta Lorenzo;
2. Mazziotti Tullio;
3. Aulard Alberto;
4. Colasanto Antonio;
5. Rizzari Luigi;
6. Incardona Giovanni.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 novembre 1939-XVIII

Il Ministro: DI REVEL

(5535)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.